

# Revue *Espaces et sociétés*

Appel à articles pour le dossier thématique

## « Écologie d'abondance, écologie populaire : relire les espaces périurbains »

Coordonné par Laurence Costes et Philippe Hamman

Ces dernières années ont vu se développer un certain nombre de politiques environnementales à l'échelle urbaine : énergie, logement, transports, nature en ville, déchets, etc. Les habitants sont directement interpellés à travers leurs gestes courants et leurs modes de vie et d'habiter. Diverses initiatives dites éco-citoyennes ont émergé autour du bâti, de l'aménagement d'espaces collectifs, des modes de mobilité (co-voiturage, pistes cyclables...), ainsi que des pratiques quotidiennes qualifiées d'« éco-gestes » (tri des déchets, recueil des eaux de pluie, jardins potagers et autoconsommation...). Les sciences sociales font néanmoins état d'une capacité de mobilisation inégale entre les groupes sociaux, tendant à mettre en avant une « écologie de l'abondance » stigmatisant, en revers, les classes populaires et leurs rapports aux questions environnementales.

Ce dossier souhaite renouveler les débats autour de deux objets de controverses : la « durabilité » et les inégalités écologiques, d'une part, les espaces périurbains, d'autre part. S'ils ont été abordés ces dernières années dans la revue *Espaces et sociétés*, il s'agit de les repenser ensemble, en des lieux où les classes moyennes et populaires apparaissent spécialement diverses et hétérogènes.

L'augmentation des prix du foncier et de l'immobilier dans les grands centres urbains, accélérée par des processus de « verdissement » sélectifs socialement (éco-quartiers...), a participé au départ d'une partie des classes moyennes et modestes (Charmes, Launay, Vermeersch, 2019). En dépit des contraintes de mobilité liées à l'éloignement des centres et d'équipements urbains – comme l'a révélé le mouvement des « gilets jaunes » en France et ses revendications contre les inégalités –, leurs préoccupations écologiques ne sont pas inexistantes.

En effet, la « durabilité », en lien avec l'affirmation de la qualité et du cadre de vie, s'insère par petites touches dans les couronnes des pôles urbains, plus accessibles aux catégories sociales moins aisées. Ce tiers-espace à la jonction de l'urbain et du rural, fruit du processus de desserrement des villes, est qualifié tantôt de périurbain (Bourdin, 2012), de para-urbain (Chalard, Dumont, 2007) ou encore de pré-urbain (Marchal, Stébé, 2017). Cette extension du tissu urbain en périphérie a été très vite assimilée à un étalement « insoutenable », un « *sprawl* » à l'américaine avec un paysage monofonctionnel dominé par des centres commerciaux ou de l'habitat individuel associé au repli sur soi. Cependant, ces espaces ont largement évolué : les transformations liées aux récentes orientations d'aménagement des politiques publiques à l'échelle métropolitaine (lois MAPTAM, NOTRe...), leurs conséquences sur les zones d'emploi, les mobilités, les mutations des modes de vie et la croissance des revendications citoyennes ont modifié la composition de la population résidant en périurbain. On y repère une plus grande diversification sociale, non réductible à une catégorie homogène de « classe moyenne ». Cela s'accompagne d'une diversité de pratiques des habitants autour de l'habitat, de leur mobilité, de leurs sociabilités associatives et municipales, de leurs aspirations fortes à un ancrage local (Cary, Fol, 2016 ; Berroir *et al.*, 2017), voire à des exigences écologiques (Mancébo, 2014). Traduisant des dynamiques sociales et urbaines qui peuvent être de déclassement comme de promotion sociale (Authier, 2015), ces espaces en évolution et moins denses

que les centres urbains deviennent un terreau propice aux expressions et capacités d'inventivité face aux enjeux environnementaux.

Ce dossier vise à identifier et questionner dans les espaces périurbains cette diffusion du « développement durable » moins médiatisée, sous ses formes variées. Comment les habitants de ces espaces, à titre individuel ou collectif, intègrent-ils ou non ces préoccupations (voire injonctions) écologiques, pour en tirer un bénéfice personnel ou une « bonne conscience », ou au contraire essayer des démarches conjointes (co-voiturage par alternance, phénomène de densification BIMBY [*Built In My BackYard*], sociabilités de jardinage entre voisins...) ? Dans quelle mesure se distinguent-ils des initiatives des pouvoirs publics locaux et/ou des acteurs économiques (les hypermarchés, les promoteurs immobiliers...) autour de la question écologique ?

Deux approches sont particulièrement encouragées :

- Si la question écologique n'est pas vécue uniformément par les populations qui composent ces espaces, elle n'est pas non plus appréhendée de façon identique. La palette des pratiques écologiques donne à voir une diversité des profils des habitants et renvoie à des enjeux de stratification sociale. Des logiques spatialisées de « distinction », au sens de Pierre Bourdieu, c'est-à-dire révélant des pratiques propres à des groupes sociaux (Ripoll, 2013), peuvent apparaître, voire se creuser, sur la base de l'investissement dans l'« éco-conscience » ou à travers la représentation du « bon citoyen » ou celui, à l'inverse, qu'il conviendrait d'« éduquer au développement durable ». Ceci interroge également la façon dont les inégalités dans l'accès aux potentiels environnementaux (ressources et aménités) ou dans l'exposition aux nuisances ou aux risques (proximité d'installations industrielles, pratiques d'épandage de boues d'assainissement, etc.) se combinent à des inégalités sociales, en examinant où et quand elles se renforcent mutuellement ou bien se neutralisent. Il s'agira donc d'aborder les inégalités sociales face à la question écologique à l'échelle des espaces périurbains : identifie-t-on des pratiques écologiques d'« abondance » (« maison passive » de standing...) qui reposent sur des prédispositions économiques, ou une écologie « populaire » plus contrainte dans ses démarches et qui pose la question des moyens de telles pratiques ? Que révèlent les éventuelles tensions qui peuvent apparaître entre ces deux approches écologiques ?
- Les trajectoires de conversion écologique qui prennent forme dans les espaces périurbains questionnent également l'évolution de ces derniers. Des projets environnementaux innovants s'y développent à travers le logement et le bâti (habitats participatifs hors des seuls éco-quartiers, coopératives énergétiques locales) ou encore les modes de vie (à l'exemple de la lutte contre le gaspillage, de pratiques « végé », etc.). Comment ces initiatives écologiques participent-elles à l'affirmation par les populations d'une volonté d'appropriation locale et plus largement à la recomposition de ces espaces ? Peuvent-elles contribuer à construire une identité propre ? Comment se jouent les rapports à la « nature », dont la proximité peut être un motif d'installation en périurbain, mais où apparaît, entre différents groupes sociaux, une série de contradictions entre une nature maîtrisée et/ou spontanée ?

La problématique de ce dossier ne se limite pas au seul cas français. Elle est ouverte aux travaux sur les espaces intermédiaires urbain-rural centrés sur d'autres pays. Afin de favoriser des perspectives croisées, parfois esquissées autour des mises en catégories, des recherches comparatives sont les bienvenues, qu'elles soient locales, nationales, européennes ou internationales.

## Références

- AUTHIER Jean-Yves, 2015, « Le périurbain, objet sociologique », in : Sophie Bouffier, Claude-Isabelle Brelot, Denis Menjot (coord.), *Aux marges de la ville. Paysages, sociétés, représentations*, Paris, L'Harmattan, p. 33-36.
- BERROIR Sandrine, DELAGE Matthieu, FLEURY Antoine, FOL Sylvie, GUÉROIS Marianne, MAULAT Juliette, RAAD Lina, VALLÉE Julie et VIANA Cerqueira Eugênia, 2017, « Petites villes périurbaines et ancrage local des habitants. Les cas de Méru et Senlis dans l'Oise », *Espaces et sociétés*, n° 168-169, p. 69-88.
- BOURDIN Alain, 2012, « Le périurbain, maudit ou sauvé ? », *Espaces et sociétés*, n° 148-149, p. 195-199.
- CARY Paul et FOL Sylvie, 2016, « Du périurbain stigmatisé au périurbain valorisé ? », *Géographie, Économie, Société*, vol. 18, n° 1, p. 5-13.
- CHALARD Laurent et DUMONT Gérard-François, 2007, « Territoires français : le renforcement de la "para-urbanisation" et de la "litturbanisation" », *Population & Avenir*, n° 682, p. 14-16.
- CHARMES Éric, LAUNAY Lydie et VERMEERSCH Stéphanie, 2019, *Habiter Paris. Les classes moyennes entre périphéries et centres*, Paris, Créaphis.
- MANCÉBO François, 2014, « Périurbanisation et durabilité : inverser la perspective », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 686, juillet, <https://journals.openedition.org/cybergeo/26427>.
- MARCHAL Hervé et STÉBÉ Jean-Marc, 2017, « Le pré-urbain : un territoire refuge aux confins du périurbain éloigné », *Métropolitiques*, 30 octobre, <https://www.metropolitiques.eu/Le-pre-urbain-un-territoire-refuge-aux-confins-du-periurbain-eloigne.html>.
- RIPOLL Fabrice, 2013, « Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu ? Localisations résidentielles et jeux d'échelles dans *La Distinction* », in : Philippe Coulangeon, Julien Duval (coord.), *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, p. 365-377.

### COORDINATION DU DOSSIER

Laurence Costes, Philippe Hamman

### CALENDRIER

Envoi des articles au plus tard le : **15 novembre 2020**

### ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

*exclusivement en version électronique par courriel aux deux adresses suivantes :*

laurence.costes@u-pec.fr

phamman@unistra.fr

***Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs***

*Attention :*

***La revue ne demande pas de propositions d'articles, mais directement les articles complets.***

Les articles ne dépassent pas 42 000 signes (espaces compris) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

[https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas\\_normes-editoriales-a-consignes-auteurs\\_07.11.18\\_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article en hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication ; en cas d'acceptation, ces articles sont publiés rapidement.

## Call for papers – *Espaces et Sociétés*

### “Ecology of abundance, ecology of the grass roots: Revisiting periurban areas”

Coordinated by Laurence Costes et Philippe Hamman

In recent years, a certain number of environmental policies have been developed for urban areas with regard to energy, housing, transportation, nature in the city and waste management, among others. Inhabitants are directly involved through their everyday actions and lifestyles. Various so-called eco-citizen initiatives have emerged around the built environment, the planning and design of collective spaces and forms of mobility (carsharing, bike paths, etc.), as well as the daily practices qualified as ‘eco-gestures’ (waste sorting, rainwater harvesting, kitchen gardens and self-consumption, etc.). In the social sciences, however, these issues have attracted uneven attention in terms of the social groups concerned, with the privileging of an ‘ecology of abundance’ that amounts to stigmatising the working classes and their relationships to environmental issues.

This thematic issue of *Espaces et Sociétés* is intended to renew debates around two subjects that remain controversial: ‘sustainability’ and ecological inequalities on the one hand, and the periurban areas on the other. If these questions have already been addressed separately in the journal, the aim here is to analyse them together, focusing on locations where the middle and working classes seem to be particularly heterogeneous.

Rising land and real-estate prices in the major urban centres, accelerated by socially selective ‘greening’ processes such as eco-neighbourhoods, have contributed to the departure of some members of the middle and low-income classes (Charmes, Launay and Vermeersch, 2019). Despite the mobility constraints imposed by the distance from urban centres and facilities – as revealed by France’s *gilets jaunes* (yellow vest) movement and its grievances against the inequalities – the ecological concerns of these populations exist all the same.

Indeed, ‘sustainability’, associated with the quality of life and living conditions, is gradually making its way into the suburbs ringing the urban centres, areas which are more accessible to less affluent social groups. This ‘third space’ between urban and rural, a result of the displacement of populations and activities outside the cities, was alternately termed ‘periurban’ (Bourdin, 2012), para-urban (Chaland and Dumont, 2007) or ‘pre-urban’ (Marchal and Stébé, 2017). And the extension of the city fabric into surrounding areas was very quickly assimilated to an ‘unbearable’ American-style urban sprawl, with its mono-functional landscape dominated by shopping malls or the individual housing associated with self-withdrawal.

These spaces have considerably evolved, however. In France, the composition of the population residing in periurban areas has been modified by transformations tied to recent planning guidelines for public policy at metropolitan level (e.g., the 2014 ‘MAPTAM’ law on the modernisation of local and regional public policy and the legal status of the *métropole*, or greater metropolitan area; the 2015 ‘NOTRe’ law on the new territorial organisation of the Republic) and the consequences of these guidelines on employment areas, mobilities, changes in lifestyles and growing demands from citizens. There is now an increased social diversification, which cannot be reduced to a homogeneous ‘middle class’ category. This process is accompanied by a variety of inhabitants’ practices concerning the home, their mobility, their socialities within associative and political activities and strong desires for local roots (Cary and Fol, 2016; Berroir et al., 2017), as well as their environmental requirements (Mancébo, 2014). These changing spaces reflect urban dynamics of reduced and enhanced social

status alike (Authier, 2015). Less dense than the urban centres, they are becoming a rich breeding ground for inventive expressions and potentials in the face of environmental challenges.

This thematic issue seeks to identify and explore the spread of the various forms of a less publicised ‘sustainable development’ in the periurban areas. How do their inhabitants, individually or collectively, integrate (or not) these environmental considerations/requirements, whether for the sake of personal advantage or a clear conscience, or, on the contrary, to further joint undertakings (alternating carsharing, densification through BIMBY [Built In My Back Yard], neighbourhood gardening, etc.)? To what extent do they differ from the initiatives of local authorities and/or local economic players (hypermarkets, real-estate developers, etc.) on ecological issues?

Two approaches are particularly welcome:

- The environmental question is not experienced uniformly by the populations of these areas, nor is it understood in the same way. The spectrum of ecological practices reveals a diversity of profiles among inhabitants and raises issues of social stratification. Spatialised logics of ‘distinction’, in Bourdieu’s sense of practices specific to social groups (Ripoll, 2013), may emerge, or be intensified, through investment in ‘eco-consciousness’ or the representation of the ‘good citizen’, or on the contrary, that of an individual needing ‘education’ in sustainable development. Questions also arise about the way inequalities in access to environmental potential (resources and amenities), or the exposure to harmful substances or risks (proximity to industrial plants, spreading of sludge from wastewater treatment, etc.) are combined with social inequalities, and this situation calls for an examination of where and when they reinforce each other or, conversely, neutralise each other. The aim here is to address social inequalities in relation to environmental issues in periurban areas. Do we identify ecological practices of ‘abundance’ (e.g., upscale passive houses) relying on economic possibilities, or a ‘grassroots’ ecology that is more restricted in its approaches and raises the question of the means behind such practices? What do the possible tensions between these two approaches bring out?
- The environmental conversion pathways taking shape in the periurban areas also raise questions about the evolution of these areas. Innovative environmental projects are being developed there through housing and the built environment (participatory habitats outside of eco-neighbourhoods, local energy cooperatives), as well as lifestyles (the fight against waste, ‘veggie’ practices, etc.). What is the role of such ecological initiatives in residents’ commitment to local appropriation and more broadly, in the recomposition of these areas? Can they help in building a distinctive identity? What are the different relationships to ‘nature’, which can provide a motive for moving to periurban areas but which, from one social group to another, also brings out a series of contradictions between nature that has been ‘tamed’ and one that is spontaneous?

The questions raised here are not limited to the French case alone and this thematic issue is open to research focusing on intermediate urban-rural areas in other countries. In order to provide different perspectives, including those attempting to develop typologies, comparative studies are also welcome, be they local, national, European or international.

## References

- Authier Jean-Yves, 2015, ‘Le périurbain, objet sociologique’, in Sophie Bouffier, Claude-Isabelle Brelot, Denis Menjot (eds), *Aux marges de la ville. Paysages, sociétés, représentations*, Paris, L’Harmattan, pp. 33-36.
- BERROIR Sandrine, DELAGE Matthieu, FLEURY Antoine, FOL Sylvie, GUÉROIS Marianne, MAULAT Juliette, RAAD Lina, VALLÉE Julie and VIANA Cerqueira Eugênia, 2017, ‘Petites villes

- périurbaines et ancrage local des habitants. Les cas de Méru et Senlis dans l'Oise', *Espaces et sociétés*, no. 168-169, pp. 69-88.
- BOURDIN Alain, 2012, 'Le périurbain, maudit ou sauvé?', *Espaces et sociétés*, no. 148-149, pp. 195-199.
- CARY Paul and FOL Sylvie, 2016, 'Du périurbain stigmatisé au périurbain valorisé?', *Géographie, Économie, Société*, vol. 18, no. 1, pp. 5-13.
- CHALARD Laurent and DUMONT Gérard-François, 2007, 'Territoires français: le renforcement de la "para-urbanisation" et de la "litturbanisation"', *Population & Avenir*, no. 682, pp. 14-16.
- CHARMES Éric, LAUNAY Lydie and VERMEERSCH Stéphanie, 2019, *Habiter Paris. Les classes moyennes entre périphéries et centres*, Paris, Créaphis.
- MANCÉBO François, 2014, «'Périurbanisation et durabilité: inverser la perspective', *Cybergeo: European Journal of Geography*, no. 686, July, <https://journals.openedition.org/cybergeo/26427>.
- MARCHAL Hervé and STÉBÉ Jean-Marc, 2017, 'Le pré-urbain: un territoire refuge aux confins du périurbain éloigné', *Métropolitiques*, no. 30, October, <https://www.metropolitiques.eu/Le-pre-urbain-un-territoire-refuge-aux-confins-du-periurbain-eloigne.html>.
- RIPOLL Fabrice, 2013, 'Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu? Localisations résidentielles et jeux d'échelles dans *La Distinction*', in Philippe Coulangeon and Julien Duval (eds), *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, pp. 365-377.

#### ISSUE COORDINATORS

Laurence Costes and Philippe Hamman

#### DEADLINE FOR ARTICLE SUBMISSIONS

15 November 2020

#### CONTACTS

[laurence.costes@u-pec.fr](mailto:laurence.costes@u-pec.fr)  
[phamman@unistra.fr](mailto:phamman@unistra.fr)

*Articles should be submitted in digital format only to both addresses.*

Authors with questions about the relevance of their proposals can contact the coordinators directly.

#### PLEASE NOTE:

- The journal considers only completed articles, not proposals.
- Articles must not exceed 7,000 words/42,000 characters (with spaces), including texts, notes, bibliographical references and appendices, but not abstracts.
- Author guidelines and editorial standards for submissions are available on the journal website: [https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas\\_normes-editoriales-a-consignes-auteurs\\_07.11.18\\_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

It should be remembered that authors can submit articles independently of the thematic issues at any time, as long as these submissions deal with the relationship between spaces, territories and populations in the broad sense and respect the journal's publication norms. If accepted, the articles are quickly published in the 'Varia' section.

## Convocatoria de artículos, revista *Espaces et sociétés*

### “Ecología de la abundancia, ecología popular: Releer de los espacios periurbanos”

*Coordinación: Laurence Costes, Philippe Hamman*

Estos últimos años han sido testigos del desarrollo de un cierto número de políticas medioambientales a escala urbana: energía, vivienda, transporte, naturaleza en la ciudad, residuos, etc. Los habitantes quedan directamente involucrados en ellas a través de sus gestos habituales y de sus formas de vida y de habitar. Diversas iniciativas llamadas “eco-ciudadanas” han surgido en torno a lo edificado, a la ordenación de los espacios colectivos, los modos de movilidad (coche compartido, carriles-bici, etc.), y también prácticas cotidianas calificadas como "eco-gestos" (separación de basuras, recogida de agua de lluvia, huertos y autoconsumo...). No obstante, las ciencias sociales informan de una capacidad de movilización desigual entre los grupos sociales y tienden a destacar una "ecología de la abundancia" que, tomada a la inversa, estigmatiza a las clases trabajadoras y su relación con las cuestiones ambientales.

Este dossier quiere renovar los debates en torno a dos objetos de controversia: la "sostenibilidad" y las desigualdades ecológicas, por un lado, y los espacios periurbanos, por otro. Aunque han sido abordados estos últimos años en la revista *Espaces et sociétés*, se trata ahora de repensarlos juntos, en lugares donde las clases medias y trabajadoras parecen especialmente diversas y heterogéneas.

El aumento de los precios inmobiliarios en los grandes centros urbanos, acelerado por procesos de "reverdecimiento" socialmente selectivos (eco-barrios...), ha contribuido a la salida de una parte de las clases medias y bajas (Charmes, Launay, Vermeersch, 2019). A pesar de los condicionamientos de movilidad ligados al alejamiento de los centros y de los equipamientos urbanos - como ha revelado el movimiento de los "chalecos amarillos" en Francia y sus reivindicaciones contra las desigualdades - sus preocupaciones ecológicas no son inexistentes.

En efecto, la "sostenibilidad", en relación con la afirmación de la calidad y el entorno de vida, se inserta en pequeños toques en las coronas de los polos urbanos, que son más accesibles para las categorías sociales menos favorecidas. Este tercer espacio en la confluencia de lo urbano y lo rural, fruto del proceso de expansión urbana, se califica a veces como periurbano (Bourdin, 2012), paraurbano (Chalard, Dumont, 2007) o incluso preurbano (Marchal, Stébé, 2017). Esta extensión del tejido urbano en periferia ha sido rápidamente simulado como una dispersión "insostenible", un "sprawl" a la americana con un paisaje monofuncional dominado por los centros comerciales o las viviendas unifamiliares asociadas a un repliegue sobre sí mismas. Sin embargo, estos espacios han evolucionado considerablemente: las transformaciones ligadas a las recientes orientaciones de ordenación de las políticas públicas a escala metropolitana (leyes MAPTAM, NOTRe...), sus consecuencias sobre las zonas de empleo, las movilidades, los cambios en los estilos de vida y el crecimiento de las reivindicaciones de los ciudadanos han modificado la composición de la población que vive en las áreas periurbanas. Se aprecia una mayor diversificación social, que no puede reducirse a una categoría homogénea de "clase media". Esto va acompañado de una diversidad de prácticas de los habitantes en torno al ámbito residencial, a su movilidad, sus sociabilidades asociativas y municipales, sus fuertes aspiraciones de anclaje local (Cary, Fol, 2016; Berroir *et al.*, 2017), e incluso las exigencias ecológicas (Mancébo, 2014). Como traducción de las dinámicas sociales y urbanas que pueden ser tanto de desclasamiento como de promoción social (Authier, 2015), estos espacios en evolución y menos densos que los centros urbanos se convierten en un terreno propicio para las expresiones y las capacidades inventivas frente a los problemas ambientales.

Este dossier buscar identificar y cuestionar en los espacios periurbanos esta difusión menos mediática del "desarrollo sostenible" en sus diversas formas. ¿Cómo los habitantes de estos espacios, a título individual o colectivamente, integran o no estas preocupaciones (o imperativos) ecológicas para obtener un beneficio personal o una "buena conciencia", o, por el contrario, para difundir procesos conjuntos (coche compartido en alternancia, fenómeno de densificación BIMBY [*Built In My BackYard*], sociabilidad de jardinería entre vecinos, etc.)? ¿En qué medida se distinguen de las iniciativas de los poderes públicos locales o de los agentes económicos (hipermercados, promotores inmobiliarios...) en torno a la cuestión ecológica?

Hay dos enfoques que son particularmente preferenciales:

- Si la cuestión ecológica no es vivida uniformemente por las poblaciones que componen estos espacios, tampoco es aprehendida de manera idéntica. La diversidad de prácticas ecológicas permite ver una variedad de perfiles de habitantes y remite a cuestiones de estratificación social. Las lógicas espacializadas de "distinción", en el sentido de Pierre Bourdieu, esto es, que revelan prácticas propias de grupos sociales (Ripoll, 2013), pueden aparecer, o incluso ahondarse, sobre la base de la implicación en la "eco-conciencia" o a través de la representación del "buen ciudadano" o, a la inversa, de aquel que convendría "educar en el desarrollo sostenible". Esto también cuestiona la manera en las que las desigualdades en el acceso a los potenciales ambientales (recursos y amenidades) o en la exposición a las molestias y los riesgos (proximidad de instalaciones industriales, prácticas de abono con lodos de saneamiento, etc.) se combinan con las desigualdades sociales, analizando dónde y cuándo se refuerzan mutuamente o bien se neutralizan. Se tratará, por tanto, de abordar las desigualdades sociales frente a la cuestión ecológica a escala de los espacios periurbanos: ¿Se identifican prácticas ecológicas de "abundancia" ("vivienda pasiva" de alto standing...) que reposan sobre una cierta predisposición económica, o una ecología "popular" más condicionada en sus procesos y que plantea la cuestión de los medios para tales prácticas? ¿Qué revelan las eventuales tensiones que pueden aparecer entre estos dos enfoques ecológicos?
- Las trayectorias de conversión ecológica que están tomando forma en los espacios periurbanos también cuestionan la evolución de estos últimos. Los proyectos ambientales innovadores se desarrollan ahí a través de la vivienda y lo edificado (áreas residenciales participativas al margen de los eco-barrios, cooperativas energéticas locales) o incluso estilos de vida (por ejemplo, la lucha contra el despilfarro, prácticas veganas, etc.). ¿Cómo estas iniciativas ecológicas contribuyen a la afirmación por parte de las poblaciones de una voluntad de apropiación de los espacios locales y, más ampliamente, a la recomposición de estos espacios? ¿Pueden contribuir a la construcción de una identidad propia? ¿Cómo se desarrollan las relaciones con la "naturaleza", cuya proximidad puede ser motivo de asentamiento en zonas periurbanas, pero donde aparecen, entre diferentes grupos sociales, una serie de contradicciones entre la naturaleza controlada y/o espontánea?

La problemática de este monográfico no se limita solamente al caso francés. Está abierta a trabajos sobre espacios intermedios urbano-rurales centrados en otros países. A fin de favorecer las perspectivas cruzadas, a veces esbozadas en torno a la categorización, las investigaciones comparadas serán bien recibidas, ya sean locales, nacionales, europeas o internacionales.

## Referencias

- AUTHIER Jean-Yves, 2015, « Le périurbain, objet sociologique », in : Sophie Bouffier, Claude-Isabelle Brelot, Denis Menjot (coord.), *Aux marges de la ville. Paysages, sociétés, représentations*, Paris, L'Harmattan, p. 33-36.
- BERROIR Sandrine, DELAGE Matthieu, FLEURY Antoine, FOL Sylvie, GUÉROIS Marianne, MAULAT Juliette, RAAD Lina, VALLÉE Julie y VIANA Cerqueira Eugênia, 2017, « Petites villes



périurbaines et ancrage local des habitants. Les cas de Méru et Senlis dans l'Oise », *Espaces et sociétés*, n° 168-169, p. 69-88.

BOURDIN Alain, 2012, « Le périurbain, maudit ou sauvé ? », *Espaces et sociétés*, n° 148-149, p. 195-199.

CARY Paul et FOL Sylvie, 2016, « Du périurbain stigmatisé au périurbain valorisé ? », *Géographie, Économie, Société*, vol. 18, n° 1, p. 5-13.

CHALARD Laurent et DUMONT Gérard-François, 2007, « Territoires français : le renforcement de la "para-urbanisation" et de la "litturbanisation" », *Population & Avenir*, n° 682, p. 14-16.

CHARMES Éric, LAUNAY Lydie et VERMEERSCH Stéphanie, 2019, *Habiter Paris. Les classes moyennes entre périphéries et centres*, Paris, Créaphis.

MANCÉBO François, 2014, « Périurbanisation et durabilité : inverser la perspective », *Cybergeog : European Journal of Geography*, 686, juillet, <https://journals.openedition.org/cybergeog/26427>.

MARCHAL Hervé et STÉBÉ Jean-Marc, 2017, « Le pré-urbain : un territoire refuge aux confins du périurbain éloigné », *Métropolitiques*, 30 octobre, <https://www.metropolitiques.eu/Le-pre-urbain-un-territoire-refuge-aux-confins-du-periurbain-eloigne.html>.

RIPOLL Fabrice, 2013, « Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu ? Localisations résidentielles et jeux d'échelles dans *La Distinction* », in : Philippe Coulangeon, Julien Duval (coord.), *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, p. 365-377.

**COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO**  
Laurence Costes, Philippe Hamman

**CALENDARIO**

Los artículos se enviarán a más tardar el **15 de noviembre de 2020**

**DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA**

*exclusivamente en versión digital por correo electrónico a las dos direcciones siguientes:*

laurence.costes@u-pec.fr  
phamman@unistra.fr

***Los autores que se pregunten sobre la pertinencia de su propuesta pueden ponerse en contacto con los coordinadores***

*Atención:*

***La revista no pide propuestas de artículos, sino directamente artículos completos.***

Los artículos no exceden los 42.000 caracteres (incluidos espacios) contabilizando texto, notas, referencias bibliográficas y anexos, pero no los resúmenes.

Las normas de presentación y los consejos a los autores están disponibles en el sitio web de la revista:

[https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas\\_normes-editoriales-a-consignes-auteurs\\_07.11.18\\_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revista recuerda que cualquier autor puede enviarle, en cualquier momento, un artículo fuera del tema monográfico si trata de la relación entre espacios, territorios y poblaciones en sentido amplio y si cumple las normas de publicación. Si son aceptados, estos artículos se publican rápidamente.

# **Revue *Espaces et Sociétés***

Appel à articles pour le dossier thématique

## **« Mobilités et socialisations »**

*Coordonné par J.-Y. Authier, L. Belton Chevallier et J. Cacciari*

Le thème de la mobilité spatiale a été plusieurs fois abordé par la revue *Espaces et Sociétés*, et en particulier au travers du dossier thématique intitulé *Mobilités* (1988), coordonné par M. Bassand *et al.* Depuis ce numéro pionnier, la mobilité spatiale s'est affirmée comme un thème central de nombreuses recherches en sciences sociales, conduisant certains chercheurs à évoquer leur *tournant mobilitaire*, dans le sillage des travaux du sociologue John Urry (2001).

Néanmoins, et contrairement à ce qui a pu être réalisé pour d'autres pratiques sociales (comme l'alimentation, le rapport à la culture ou à l'argent), peu de recherches ont abordé la mobilité spatiale sous l'angle de la socialisation et cette approche n'a été introduite que très récemment dans ce domaine (par exemple : Oppenchain, 2011 ; Scheiner 2017 ; Sayagh, 2018). Jusqu'au début des années 2010, les enquêtes traitant de déplacements ou de transport se sont ainsi concentrées sur les apprentissages réalisés par les individus en termes de mobilité spatiale en portant leur attention sur la familiarisation avec l'aspect technique de ces pratiques : conduite de véhicules, utilisation des transports en commun, acquisition de repères dans l'espace, etc. En adoptant une approche plutôt technique de la mobilité, ces recherches ont fait l'impasse sur des dimensions plus discrètes des apprentissages en la matière, par exemple celles ayant trait à une culture normative ou à l'intériorisation de références pour agir, de manières de sentir, de percevoir ou d'agir par rapport aux mobilités.

De telles dimensions apparaissent pourtant pleines d'intérêt pour qui veut comprendre les mouvements de population, des plus quotidiens aux plus exceptionnels ou lointains. Elles permettent par exemple d'éclairer la genèse et la structure des pratiques de mobilités sans les réduire à leur seul aspect technique ou économique. Des sociologues (Kaufman, Widmer, 2007), des psychologues (Baslington, 2007, 2008), des géographes et des ingénieurs des transports et de la mobilité (Manton, Rau, 2016) ont ainsi déjà montré que prêter attention à ces processus pouvait être particulièrement heuristique, même s'ils se sont concentrés sur un seul type d'institution socialisatrice en la matière (par exemple la famille) et ont adopté une conception plutôt formelle de la transmission des savoirs et savoir-faire en situation de déplacement.

Or, il y a tout lieu de penser que la socialisation à la mobilité est plus complexe et moins univoque. En rester à un seul niveau d'analyse laisse encore de côté d'autres aspects centraux des pratiques de mobilité spatiale et la pluralité des instances normatives qu'elles convoquent. En quoi, par exemple, les pratiques de mobilité ont un effet sur la perception de soi ou d'autrui, et comment procèdent les revirements possibles de ces pratiques au fil du temps ? Comment une personne en vient-elle à percevoir telle ligne de bus comme repoussante ou agréable et comment une telle catégorisation peut-elle être reconduite dans le temps ? Comment les individus en viennent-ils à se comporter d'une certaine façon pour leurs trajets entre domicile et travail et d'une autre quand ils vont faire leurs courses ou réalisent un voyage de tourisme ? À partir de quels mécanismes une destination ou un trajet est-il catégorisé, par exemple, comme exceptionnel ou comme « un vrai voyage » et pour quels effets en termes de pratiques ? Comment les individus remobilisent-ils leurs compétences à se mouvoir d'un contexte à un autre ?

Ces questions sont autant de problèmes de recherche qui ne relèvent pas d'après nous d'une approche mécaniste ou technicienne de la mobilité, ni d'une vision linéaire ou formelle de l'intériorisation de savoirs et savoir-faire. Si l'on veut les prendre en considération, il y aurait lieu de prêter attention à l'intériorisation au fil du temps et à partir de sources normatives variées de schèmes de raisonnement, d'ensembles normatifs, de références pour agir, de dispositions pour et par la mobilité spatiale, c'est-à-dire à tirer toutes les conséquences logiques de la notion de socialisation telle qu'elle a été développée au cours de la dernière décennie dans une acception interactionniste, pluraliste et en partie continue (Darmon, 2016).

Celle-ci serait d'ailleurs à considérer sur deux plans pour l'examen des pratiques de mobilité spatiale. Elle est d'abord une *socialisation à la mobilité*, entendue comme l'inculcation continue, par l'action de différentes instances socialisatrices (la famille, l'école, les groupes de pairs) ou différents dispositifs (instruments socio-techniques, techniques du corps, etc.), de savoirs et de savoir-faire induisant des pratiques ou des manières de penser ou de catégoriser la mobilité. Elle est ensuite et concomitamment une dynamique de *socialisation par la mobilité* où les mobilités spatiales participent à façonner les individus qui les font. Comme toute pratique sociale, elles les inscrivent en effet au cœur d'expériences et d'interactions sociales historicisées, contextualisées et spatialisées qui les définissent en partie en tant qu'êtres sociaux.

Cet appel à articles veut justement poursuivre la réflexion proposée sur cette double dynamique de socialisation à et par la mobilité initiée par d'autres recherches. Du point de vue des travaux sur la socialisation, l'espace en général et la mobilité en particulier sont des dimensions relativement peu traitées. Dès lors, des contributions pourront explorer les dimensions spatiales, localisées et mouvantes de ce processus. Par exemple, il s'agira de considérer les espaces et trajet vécus comme des supports de réflexivité et d'apprentissage qui varient dans leurs caractéristiques ou au cours des trajectoires sociales des enquêtés.e.s, mobilisant leurs différentes propriétés ou appartenances (de genre, de race, de classe).

Concernant les recherches sur les mobilités spatiales, l'objectif est de réunir des articles explorant l'intériorisation des manières de percevoir, de catégoriser les pratiques de mobilités spatiales, notamment dans une approche continue et plurielle de la socialisation faisant varier les contextes de la pratique et les propriétés sociales des enquêtés.e.s au fil du temps et des biographies.

Enfin, l'appel a pour objectif de faire place à une approche plurielle de la socialisation aux et par les mobilités spatiales. Il est également ouvert à l'ensemble des sciences humaines et sociales et à différentes formes de mobilité spatiale, des plus quotidiennes aux plus exceptionnelles, dans la mesure où elles permettent d'éclairer la double dimension socialisatrice des mobilités.

## Références

- Bassant M. *et al.* (1988), *Mobilités – Revue Espaces et Sociétés*, n°54-55, vol. 2.
- Baslington, H. (2007), *Healthy Travel and Child Socialisation: Policy Implications for Social and Cultural Change*, PHD, University of Leeds.
- Baslington H. (2008), «Travel Socialization: A Social Theory of Travel Mode Behavior », *International Journal of Sustainable Transportation*, vol. 2, n°2, p. 91-114.
- Darmon M. (2016), *La socialisation*, Paris, Armand Colin.
- Kaufmann, V., Widmer, E. (2007), « L'acquisition de la motilité au sein des familles. État de la question et hypothèses de recherche », *Espaces et sociétés*, n°120, p. 199 – 217.

Manton, R., Rau, H. (2016), « Life events and mobility milestones: Advances in mobility biography theory and research », *Journal of Transport Geography*, n°52, p. 51–60.

Oppenchain N. (2011), *Mobilité quotidienne, socialisation et ségrégation : une analyse à partir des manières d'habiter des adolescents de Zones Urbaines Sensibles*, Thèse de sociologie, Université Paris-Est Marne-la-Vallée.

Sayagh D. (2018), *Pourquoi les adolescentes ont moins de possibilités réelles de faire du vélo que les adolescents ?* Thèse en Aménagement de l'espace, urbanisme, Université-Paris Est Marne-la-Vallée.

Scheiner, J. (2017), "Mobility Biographies and Mobility Socialisation—New Approaches to an Old Research Field", In Zhang, Junyi (Ed.), *Life-Oriented Behavioral Research for Urban Policy*, New-York, Springer, p. 385–401.

Urry J. (2001), *Sociologie des mobilités. De nouvelles frontières pour la sociologie ?*, Paris, Armand Colin.

## **Coordination du dossier**

J.-Y. Authier, L. Belton Chevallier et J. Cacciari

### **Calendrier**

31 août 2020 : date limite de remise des articles

31 octobre 2020 : information aux auteurs et autrices

### **Format**

Les articles attendus seront compris entre 35 000 et 42 000 signes (espaces compris) en incluant notes, références bibliographiques et annexes, mais hors résumés (français, anglais, espagnol).

Les consignes aux auteurs et autrices sont disponibles ici : [https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas\\_normes-editoriales-a-consignes-auteurs\\_07.11.18\\_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

### **Adresses pour la correspondance**

*Exclusivement en version électronique par courriel aux trois adresses suivantes :*

[jean-yves.authier@univ-lyon2.fr](mailto:jean-yves.authier@univ-lyon2.fr)

[leslie.belton-chevallier@ifsttar.fr](mailto:leslie.belton-chevallier@ifsttar.fr)

[joseph.cacciari@parisnanterre.fr](mailto:joseph.cacciari@parisnanterre.fr)

## *Espaces et Sociétés*

Call for contributions for a special issue on

### **“Mobility and socialization”**

*Coordinators : J.-Y. Authier, L. Belton Chevallier et J. Cacciari*

Spatial mobility has often been given special attention in this journal. Since the seminal thematic issue on *Mobilities*, coordinated by M. Bassand *et al.*, which was published in 1988 in *Espaces et Sociétés*, spatial mobility has become a prominent research subject in social science. Following the pioneering work of John Urry (2001), many researchers even came to talk about a *mobility turn* in social sciences.

However, in contrast to other subjects (such as eating habits, culture, or attitudes surrounding money matters), there has been limited study of spatial mobility as being a result of socialization. This approach was introduced only very recently to the study of spatial mobility (for example: Oppenchain, 2011; Scheiner 2017; Sayagh, 2018). Until 2010, studies on travel and transport mainly focused on spatial mobility's learning processes. Their authors were mainly concerned with people's familiarization with the technical aspects of mobility practices (driving, the use public transport, spatial orientation, etc.). In adopting a technical approach of mobility, these studies missed understated dimensions of mobility learning processes, such as normative acculturation or to the role of the internalization of repertoires of action, or of incorporated feelings and perceptions.

These aspects can enhance our understanding of population flows, from the most mundane to the most distant or extraordinary forms of people's mobility. They can enlighten the emergence processes as well as the structure of mobility practices without reducing these practices to their technical or economical aspect. Although sociologists (Kaufman, Widmer, 2007), psychologists (Baslington, 2007, 2008), geographers as well as transport and mobility engineers (Manton, Rau, 2016) mainly focused on one type of socializing institution (such as family), adopting a formal conception of knowledge and know-how transmission in contexts of displacement, they have also demonstrated the heuristic value of these processes. Yet, socialization to mobility is more complex and polysemous than what is suggested in this kind of approach.

In privileging only one level of analysis we run the risk to miss other central aspects of spatial mobility practices. We also fail to consider the plurality of the normative institutions that underpin them. How can mobility practices affect the perception of the self and the other, and how do these practices change over time? How does someone come to regard a particular bus line as repulsive or agreeable, and how can such a categorization be replicated in time? How do people come to behave in a certain way on the way between their home and their workplace, when they will act differently when they are shopping or traveling? What are the mechanisms leading to a destination's characterization as extraordinary or to the definition of a particular itinerary as “real” travel? What kind of consequences do these characterizations and definitions have on mobility practices? How do we mobilize our moving skills differently from one context to another?

These questions cannot be answered by a mechanistic or technical approach to mobility, nor by a linear or formal conception of knowledge and know-how internalizing processes. In order to foster a better understanding of these questions, one should pay attention to the time component of these processes, as well as to the various underlying normative influences informing the dispositions to and for spatial mobility or the modes of

thoughts and repertoires for action that can be associated to it. We should take into account all the logical consequences the interactionist and pluralist approach to socialization implies as it was developed for the past ten years (Darmon, 2016).

In relation to spatial mobility practices, the notion of socialization should be understood as *socialization to mobility*, that is the continuous inculcation through various socializing institutions (family, school, peer groups) and apparatuses (socio-technical instruments, body technics, etc.) of the knowledge and know-how that are involved in the practices, thinking and categorization of mobility. Yet, mobility should also be regarded as (*a way of*) *socialization*, that is a way to shape its actors and the actions of these actors regarding mobility. Mobility practices are social practices, and as such, they inscribe the actors in social interactions as well as in experiences that are historically, contextually and spatially situated, and which inform their definition as social beings.

The aim of this call for contributions is to call for further reflection on this conception of socialization as both *a way to* and *a product of* mobility. There has been very limited research on the articulation of socialization with notions of space and mobility. Contributions to this special issue are thus invited to explore the spatial, localized and moving dimensions of these processes. Their authors will consider the use of spaces, travels and itineraries as learning supports and tools for reflexivity which characteristics will vary or that will differ according to the biographies, as well as to the gendered, racial and social attributes of the interviewees.

With regard to spatial mobility, the aim of this call is to gather contributions on the internalizing processes of perceiving and categorizing spatial mobility practices. Special attention will be given to contributions with a pluralist and ongoing approach to socialization and a focus on contexts of practice and social characteristics which vary according to time and biographies.

Eventually, the aim of this call is to pave the way for a pluralist approach of socialization *to* and *through* spatial mobility. We invite contributions from any field of study within human and social science with an interest in spatial mobility in all its forms (from the most mundane to the most extraordinary) that will shed light on its two-fold socializing dimension.

## References

- Bassant M. *et al.* (1988), *Mobilités – Revue Espaces et Sociétés*, n°54-55, vol. 2.
- Baslington, H. (2007), *Healthy Travel and Child Socialisation : Policy Implications for Social and Cultural Change*, PHD, University of Leeds.
- Baslington H. (2008), «Travel Socialization: A Social Theory of Travel Mode Behavior », *International Journal of Sustainable Transportation*, vol. 2, n°2, p. 91-114.
- Darmon M. (2016), *La socialisation*, Paris, Armand Colin.
- Kaufmann, V., Widmer, E. (2007), « L’acquisition de la motilité au sein des familles. État de la question et hypothèses de recherche », *Espaces et sociétés*, n°120, p. 199 – 217.
- Manton, R., Rau, H. (2016), « Life events and mobility milestones: Advances in mobility biography theory and research », *Journal of Transport Geography*, n°52, p. 51–60.
- Oppenchain N. (2011), *Mobilité quotidienne, socialisation et ségrégation : une analyse à partir des manières d’habiter des adolescents de Zones Urbaines Sensibles*, Thèse de sociologie, Université Paris-Est Marne-la-Vallée.
- Sayagh D. (2018), *Pourquoi les adolescentes ont moins de possibilités réelles de faire du vélo que les adolescents ?* Thèse en Aménagement de l’espace, urbanisme, Université-Paris Est Marne-la-Vallée.

Scheiner, J. (2017), “Mobility Biographies and Mobility Socialisation—New Approaches to an Old Research Field”, In Zhang, Junyi (Ed.), *Life-Oriented Behavioral Research for Urban Policy*, New-York, Springer, p. 385–401.

Urry J. (2001), *Sociologie des mobilités. De nouvelles frontières pour la sociologie ?*, Paris, Armand Colin.

### **Special issue coordinators:**

J.-Y. Authier, L. Belton Chevallier and J. Cacciari

### **Planning and submission process:**

31 August 2020: Deadline for article submissions

31 October 2020: Information on the submission outcome

### **Format**

The journal considers only completed articles. Articles must be comprised of between 35 000 and 42 000 characters (with spaces), including texts, notes, bibliographical references and appendices, but not abstracts (French, English, Spanish).

Detailed guidelines and norms of presentation for submission are available here:

[https://www.editionseres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas\\_normes-editoriales-a-consignes-auteurs\\_07.11.18\\_diffusion.pdf](https://www.editionseres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

### **Address for submissions**

(in digital format only)

[jean-yves.authier@univ-lyon2.fr](mailto:jean-yves.authier@univ-lyon2.fr)

[leslie.belton-chevallier@ifsttar.fr](mailto:leslie.belton-chevallier@ifsttar.fr)

[joseph.cacciari@parisnanterre.fr](mailto:joseph.cacciari@parisnanterre.fr)

## **Revue *Espaces et Sociétés***

Convocatoria de artículos para número monográfico

### **“Movilidades y socializaciones”**

*Coordinado por: J.-Y. Authier, L. Belton Chevallier y J. Cacciari*

El tema de la movilidad espacial ha sido abordado en varias ocasiones por la revista *Espaces et Sociétés*, en particular a través del monográfico *Movilidades* (1988), coordinado por M. Bassand *et al.* Después de ese número pionero, la movilidad espacial ha constituido un tema central de muchas investigaciones en ciencias sociales, lo que ha llevado a investigadoras e investigadores a referirse a un “giro movilitario”, siguiendo los trabajos del sociólogo John Urry (2001).

Sin embargo, y contrariamente a lo que se ha podido ser realizado en el caso de otras prácticas sociales (como la alimentación, la relación con la cultura o con el dinero), son pocas las investigaciones que han abordado la movilidad espacial desde la perspectiva de la socialización. De hecho, este enfoque no se ha introducido sino muy recientemente en este ámbito de conocimiento (por ejemplo: Oppenchain, 2011; Scheiner 2017; Sayagh, 2018). Así, hasta principios de la década de 2010, las encuestas relativas a los desplazamientos o al transporte se centraban en el aprendizaje realizados por los individuos en términos de movilidad espacial, con especial atención hacia la familiarización con el aspecto técnico de estas prácticas: conducción de vehículos, utilización de transporte público, adquisición de puntos de referencia en el espacio, etc. Al adoptar un enfoque más técnico de la movilidad, esas investigaciones ha pasado por alto dimensiones más discretas de los aprendizajes en este campo, por ejemplo, las relativas a una cultura normativa o a la interiorización de las referencias para resolver problemas prácticos o maneras de sentir, percibir o actuar en relación con las movilidades.

Sin embargo, estas dimensiones pueden tener mucho interés para quien desee comprender los movimientos de población, desde los más cotidianos hasta los más excepcionales o distantes. Pueden permitir comprender, por ejemplo, la génesis y estructura de las prácticas de movilidad sin reducirlas únicamente a su dimensión técnica o económica. Los sociólogos (Kaufman, Widmer, 2007), los psicólogos (Baslington, 2007, 2008), los geógrafos y los ingenieros de transportes y movilidad (Manton, Rau, 2016) ya han mostrado que prestar atención a estos procesos puede ser particularmente heurístico, incluso aunque se hayan centrado en un único tipo de institución socializadora dentro de este campo (por ejemplo, la familia) y aunque hayan adoptado una concepción más bien formal de la transmisión de conocimientos y de destrezas en situaciones de desplazamiento.

Sin embargo, todo invita a pensar que la socialización en la movilidad es más compleja y menos unívoca. Mantenerse en un solo nivel de análisis deja de lado otros aspectos centrales de las prácticas de movilidad espacial y la pluralidad de cuerpos normativos que quedan involucrados. Por ejemplo, ¿cómo las prácticas de movilidad tienen efectos sobre la percepción de uno mismo o del otro, y cómo se producen las posibles reversiones de estas prácticas a lo largo del tiempo? ¿Cómo puede una persona llegar a percibir una línea de autobús concreta como repulsiva o agradable, y cómo tal categorización puede ir cambiando con el tiempo? ¿Qué contribuye a que los individuos se comporten de una manera en los trayectos entre casa y el trabajo, y de otra cuando van de compras o hacen turismo? ¿A partir de qué mecanismos un destino o un trayecto es categorizado, por ejemplo, como excepcional



o como “un verdadero viaje”, y qué efectos tiene en términos prácticos? ¿Cómo los individuos vuelven a poner en juego sus habilidades para moverse de un contexto a otro?

Estas cuestiones son problemas de investigación que, en nuestra opinión, no pueden vincularse a un enfoque mecanicista o técnico de la movilidad, ni a una visión lineal o formal de la interiorización de conocimientos y destrezas. Para tomarlos en consideración, se debe prestar atención a cómo, a lo largo del tiempo y a partir de diversas fuentes normativas diversas, se interiorizan esquemas de razonamiento, de conjuntos normativos, de referencias para la acción, de disposiciones para y por la movilidad espacial. Es decir, se debe procurar extraer todas las consecuencias lógicas de la noción de socialización tal como se ha sido desarrollada durante la última década, en un sentido interaccionista, pluralista y, en parte, continuo (Darmon, 2016).

Además, tratándose del análisis de las prácticas de movilidad espacial, deberían considerarse dos niveles. En primer lugar, está una *socialización para la movilidad*, entendida como la inculcación continua, por la acción de diferentes instancias socializadoras (familia, escuela, grupos de pares) o diferentes dispositivos (instrumentos socio-técnicos, técnicas del cuerpo, etc.), de conocimientos y destrezas que inducen prácticas o formas de pensar o de categorizar la movilidad. También es, en segundo lugar y concomitantemente, una dinámica de *socialización por la movilidad*, esto es, a través de la movilidad, en cuanto que las movilidades espaciales contribuyen a dar forma a los individuos que las realizan. Como toda práctica social, los inscriben, en efecto, en el corazón de experiencias e interacciones sociales que quedan referidas a historias, contextos y espacios concretos que los definen en parte como seres sociales.

Esta convocatoria de artículos quiere continuar la reflexión propuesta sobre esta doble dinámica de socialización para y por la movilidad iniciada por otras investigaciones. Desde el punto de vista de los trabajos sobre la socialización, el espacio en general y la movilidad en particular son dimensiones relativamente poco tratadas. De ahí que las contribuciones podrán explorar las dimensiones espaciales, localizadas y cambiantes de este proceso. Por ejemplo, se tratará de considerar los espacios y trayectos vividos como soportes de reflexividad y aprendizaje que varían en sus características o en el transcurso de las trayectorias sociales de los encuestados o encuestadas, recurriendo a sus diferentes propiedades o afiliaciones (de género, de raza o de clase).

En cuanto a las investigaciones sobre las movilidades espaciales, el objetivo es reunir artículos que exploren la interiorización de las maneras de percibir y de categorizar las prácticas de movilidad espacial, en particular en un enfoque continuo y plural de la socialización que hace variar los contextos de la práctica y las propiedades sociales de los encuestados y encuestadas a lo largo del tiempo y de sus biografías.

Por último, la convocatoria tiene por objetivo abrir un espacio para un enfoque plural de la socialización para y por las movilidades espaciales. Asimismo, está abierta al conjunto de ciencias humanas y sociales, así como a las diferentes formas de movilidad espacial, desde las más cotidianas hasta las más excepcionales, en la medida en que arrojan luz sobre la doble dimensión socializadora de las movilidades.

## **Bibliografía**

Bassant M. *et al.* (1988), *Mobilités – Revue Espaces et Sociétés*, n°54-55, vol. 2.

Baslington, H. (2007), *Healthy Travel and Child Socialisation : Policy Implications for Social and Cultural Change*, PHD, University of Leeds.

Baslington H. (2008), «Travel Socialization: A Social Theory of Travel Mode Behavior », *International Journal of Sustainable Transportation*, vol. 2, n°2, p. 91-114.

Darmon M. (2016), *La socialisation*, Paris, Armand Colin.

Kaufmann, V., Widmer, E. (2007), « L'acquisition de la motilité au sein des familles. État de la question et hypothèses de recherche », *Espaces et sociétés*, n°120, p. 199 – 217.

Manton, R., Rau, H. (2016), « Life events and mobility milestones: Advances in mobility biography theory and research », *Journal of Transport Geography*, n°52, p. 51–60.

Oppenchain N. (2011), *Mobilité quotidienne, socialisation et ségrégation : une analyse à partir des manières d'habiter des adolescents de Zones Urbaines Sensibles*, Thèse de sociologie, Université Paris-Est Marne-la-Vallée.

Sayagh D. (2018), *Pourquoi les adolescentes ont moins de possibilités réelles de faire du vélo que les adolescents ?* Thèse en Aménagement de l'espace, urbanisme, Université-Paris Est Marne-la-Vallée.

Scheiner, J. (2017), "Mobility Biographies and Mobility Socialisation—New Approaches to an Old Research Field", In Zhang, Junyi (Ed.), *Life-Oriented Behavioral Research for Urban Policy*, New-York, Springer, p. 385–401.

Urry J. (2001), *Sociologie des mobilités. De nouvelles frontières pour la sociologie ?*, Paris, Armand Colin.

## **Coordinación del monográfico**

J.-Y. Authier, L. Belton Chevallier y J. Cacciari

### **Calendario**

31 de agosto de 2020: fecha límite para la recepción de artículos

31 de octubre de 2020: información a autoras y autores

### **Format**

Los artículos deberán tener entre 35 000 y 42 000 caracteres (espacios incluidos), contando notas, referencias bibliográficas y anexos, pero sin tomar en cuenta los resúmenes (en francés, inglés y español).

Las normas a autoras y autores están disponibles en este enlace: [https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas\\_normes-editoriales-a-consignes-auteurs\\_07.11.18\\_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

### **Dirección para envíos y correspondencia**

*exclusivamente en versión digital por correo electrónico a las tres direcciones siguientes:*

[jean-yves.authier@univ-lyon2.fr](mailto:jean-yves.authier@univ-lyon2.fr)

[leslie.belton-chevallier@ifsttar.fr](mailto:leslie.belton-chevallier@ifsttar.fr)

[joseph.cacciari@parisnanterre.fr](mailto:joseph.cacciari@parisnanterre.fr)

## **Revue *Espaces et sociétés***

Appel à articles pour le dossier thématique

### **« Cohabiter dans la ville : troubles, résistances, coopérations »**

*Coordonné par Florence Bouillon, Marine Maurin et  
Pascale Pichon*

Ce dossier d'*Espaces et sociétés* invite à explorer des situations de cohabitation dans la ville, le plus souvent involontaires, entre citadins, quels que soient leur statut – propriétaires et locataires, résidents d'établissements de logement ou de foyers d'hébergement. Nous entendons la notion de cohabitation au sens propre comme « le fait d'habiter ensemble » et dans un sens extensif, comme une organisation sociale de la sphère privée et intime en des lieux et selon des contiguïtés extrêmement divers. Cette organisation peut être ou non choisie. Elle ne garantit pas toujours la continuité d'un entre-soi familial, ainsi que le suggèrent les notions de « chez soi » ou « chez nous » : elle est soumise à des contingences économiques, aux inégalités sociales et aux empêchements d'accéder à un logement en propre, en particulier dans les grandes métropoles. Nous considérons par conséquent les formes de l'altérité qui s'incarnent dans les figures du pauvre et de l'étranger, telles que Simmel (1908) nous invite à les penser, afin d'examiner le continuum des relations de cohabitation, qui vont de la coprésence entendue comme une « activité concertée » (Joseph, 1998), éphémère mais néanmoins renouvelée, aux rapports de voisinage, dans toutes leurs nuances et complexités.

Ces premiers éléments de définition ne doivent pas constituer une limite aux propositions attendues, mais méritent d'être débordés, explorés par l'enquête dans des situations diverses de coexistence et de coprésence, en des lieux et selon des temporalités différentes. Ces deux termes nous semblent indissociables pour penser les rapports entre habitat et espaces publics urbains et les formes de sociabilités cohabitantes qu'elles instaurent. Dans ce numéro, la cohabitation pourra être en effet appréhendée, tant du côté des personnes sédentaires, que de celui des personnes en situation de précarité résidentielle ou de mobilité. A l'articulation des études urbaines, de la sociologie des migrations et de la pauvreté, l'originalité du projet consiste à proposer une mise en perspective de situations composites, le plus souvent envisagées de manière séparée. Ce numéro s'intéresse aux différentes déclinaisons de la cohabitation – temporelle, spatiale, relationnelle, politique et morale – ainsi qu'à ses possibilités, tout comme à ses empêchements, et invite à interroger l'« éthique de la ville » contemporaine (Sennett, 2019). Pour cela, il convient de ne pas négliger les modalités de l'accueil et de l'acceptation morale, comme les tensions et les conflits à l'œuvre entre les habitants, selon leur place et leur statut, réel ou imaginé (Stavo-Debaugé, 2003 ; Loison Leruste, 2014). En effet, les formes de cohabitation mettent tout d'abord à l'épreuve le lien civil et interrogent la citoyenneté citadine qui se livre dans le cours des interactions et dans l'expérience urbaine, via des formes plurielles de coopération (Bidet, Boutet, Chave, Gayet-Viaud et Le Méner, 2015). Les affects et les émotions agissent également sur l'attitude de l'indifférence civile, qui s'en trouve dès lors réinterrogée.

Ces formes de coprésence réitérées, qui peuvent aussi se manifester de manière plus ou moins consistante dans les routines et habitudes des sociabilités habitantes sous forme de dons, d'échanges de biens et de services, de « visites au pauvre » dans l'espace public (Pichon, 2010), n'excluent pas des conflits et des rejets signifiés. Ainsi se conjuguent selon les moments, les

situations et les événements ordinaires, des liens faibles et des « inclinations à cohabiter » (Breviglieri, Conein, 2003). Ce sont précisément ces situations de troubles, de résistances et de coopérations, qui s'incarnent à l'échelle spatiale du logement, du quartier, voire de la ville, que ce numéro spécial cherche à documenter.

Trois pistes problématiques pourront notamment être saisies dans les propositions de contribution, afin de rendre compte des degrés d'engagement des co-habitants, allant de la « ville familière » (Agier, 2015) aux formes de sociabilités et d'urbanité qui se déploient et s'inventent dans le côtoiement entre inconnus :

- Cohabiter au sein de l'espace domiciliaire, du « chez soi », « chez nous ». Comment s'inventent des formes de cohabitation entre non familiers, dans les espaces domiciliaires du squat, du centre d'hébergement, du foyer ? Selon quels principes, valeurs, ajustements ou aménagements des intimités ? Comment l'hébergement chez un tiers se traduit-il lors de l'accueil de l'étranger – immigrant ou sans-abri par exemple –, selon quelle hospitalité et dans quelle temporalité ?
- Cohabiter au sein d'un quartier, ou encore au sein d'un immeuble. Comment se déclinent les interactions entre habitants, voisins, passants, en vue de quel ordre et selon quelles normes de cohabitation ? Comment s'expriment et s'incarnent dans des relations ordinaires des rapports sociaux structurant l'urbanité quotidienne ? Au-delà des enjeux de représentation de l'altérité, de quelles manières et selon quelles initiatives se constitue un entourage ? Quels types « d'aller vers », de lutte, de résistance, de mobilisations individuelle et collective sont développés en communauté de voisinage ? En quoi les attachements passés ou récents sont-ils partie prenante du projet d'habiter ici ou ailleurs ?
- Cohabiter au sein des espaces publics. A l'heure où les dispositifs « anti-SDF » fleurissent dans les villes du monde entier, comment se négocient les coprésences itératives au sein d'un même espace, celui de la rue ou de la place par exemple ? Comment se manifestent des conflits d'occupation, et dans quelles circonstances observe-t-on *a contrario* des revendications collectives pour cohabiter ? Comment les lieux en sont-ils requalifiés ? Avec quelles instances et quels acteurs se définissent des stratégies d'occupation et de recours au droit ? Comment se négocient enfin les temps des cohabitations et selon quelles contraintes ou restrictions ?

Il est attendu des auteurs et autrices que les aspects touchant à la démarche et la posture de recherche, aux méthodes et outils mobilisés soient développés afin de rendre compte des caractéristiques de l'enquête et des terrains investigués. Démarche de type ethnographique, documentaire, statistique ou encore collaborative, toutes les approches de l'enquête en sciences sociales peuvent être mobilisées. Ces aspects méthodologiques pourront même constituer le cœur de la proposition. Comment observer, décrire, rapporter, investiguer cet objet difficilement préhensible que sont les cohabitations ? Par quelles méthodes et outils ? Comment rendre compte, et à qui ? Comment intégrer l'acte de réception à l'enquête ? Comment enfin se réalisent les collaborations avec les enquêtés, et selon quelles médiations ?

Toutes ces questions sont indicatives et n'épuisent pas les possibilités de conduire l'enquête et d'en rendre compte.

## Références

- AGIER Michel, 2015, *Anthropologie de la ville*, Paris, Presses universitaires de France.
- BREVIGLIERI Marc, CONEIN Bernard (dir.), 2003, *Tenir ensemble et vivre avec. Explorations sociologiques de l'inclination à cohabiter : Les formes du vivre ensemble incluant la figure du tiers*, rapport Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), Pôle Sociétés Urbaines, Habitat et Territoires, Paris.

BIDET Alexandra, BOUTET Manuel, CHAVE Frédérique, GAYET-VIAUD Carole et LE MENER Erwan, « Publicité, sollicitation, intervention », *SociologieS* [Online], Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, mis en ligne le 23 février 2015, consulté le 15 février 2019.

[URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4941>].

JOSEPH Isaac, 1998, *La ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, L'Aube.

LOISON LERUSTE Marie, 2014, *Habiter à côté des SDF. Représentations et attitudes face à la pauvreté*, Paris, L'Harmattan.

PICHON Pascale, [2007] 2010, *Vivre dans la rue, Sociologie des sans domicile fixe*, Saint-Etienne, PUSE.

SENNET Richard, 2019, *Bâtir et habiter. Pour une éthique de la ville*, Paris, Albin Michel.

SIMMEL Georg, *Digressions sur l'étranger* [1908] 1984, in : *L'école de Chicago*, présenté par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, Paris, Aubier.

STAVO-DEBAUGE Joan, 2003, « L'indifférence du passant qui se meut. Les ancrages du résident qui s'émeut », in : Daniel Cefaï et Dominique Pasquier (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, p. 347-371.

#### COORDINATION DU DOSSIER

Florence Bouillon, Marine Maurin et Pascale Pichon

#### CALENDRIER

Envoi des articles au plus tard le : **1er novembre 2020**

#### ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

*exclusivement en version électronique par courriel aux trois adresses suivantes :*  
florence.bouillon@gmail.com ; maurin.marine@ireis.org ; pascale.pichon@univ-st-etienne.fr

***Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinatrices***

*Attention :*

***La revue ne demande pas de propositions d'articles, mais directement les articles complets.***

Les articles ne dépassent pas 42 000 signes (espaces compris) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

[https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas\\_normes-editoriales-a-consignes-auteurs\\_07.11.18\\_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article en hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication ; en cas d'acceptation, ces articles sont publiés rapidement.

# *Espaces et Sociétés*

## Call for papers – Thematic issue

### **“Co-existing in the city: Perturbation, resistance, co-operation”**

*Co-ordinated by Florence Bouillon, Marine Maurin and Pascal Pichon*

This thematic issue of *Espaces et Sociétés* is intended to explore situations of co-existence, most often involuntary, between city-dwellers, whatever their status – homeowners, landlords and tenants, residents of social housing or temporary shelters. We employ the concept of co-existence both in the literal sense, as ‘the fact of living together’, and more broadly as a social organisation of the private sphere in extremely varied places and conditions of proximity. This organisation can be chosen or not. It does not always guarantee the continuity of the familiar setting suggested by ideas of ‘my place/home/house’ or ‘our place/home/house’. Rather, it is subject to economic contingencies, social inequalities and obstacles to acquiring one’s own housing, especially in the large metropolitan areas. We are therefore concerned with the forms of otherness embodied in the figures of the poor person and the stranger as set out by Simmel (1908), in order to examine the spectrum of co-existence relationships, going from copresence, understood as a ‘concerted activity’ (Joseph, 1998) that is fleeting but nonetheless repeated, to neighbourly relations, with all of their nuances and complexities.

These initial definitions are not meant to limit the proposals to come; rather, they mark a point of departure to be developed through investigations into various situations of co-existence and copresence, in different places and time frames. In our view, these two terms are inseparable for thinking about the relationships between urban housing and public spaces and the forms of co-existing socialities that they establish. For the purposes of this thematic issue, co-existence can thus be comprehended in terms of those who are settled and those in precarious residential situations or mobility. The originality of this approach, at the crossroads of urban studies, sociology of migration and sociology of poverty, consists of providing an overall view of composite situations that are most often treated separately.

This issue seeks to address the different dimensions of co-existence – temporal, spatial, interpersonal, political and moral – as well as its possibilities and its stumbling-blocks, and calls for examining today’s ‘ethics for the city’ (Sennett, 2018). To that end, it is also necessary to consider the conditions of hosting and moral acceptance, along with the tensions and conflicts at work between residents, depending on their position and status, real or imagined (Stavo-Debaugé, 2003; Loison Leruste, 2014). The forms of co-existence clearly put the civic bond to the test and question the city-dweller’s civic consciousness that is expressed in the course of interactions and the larger urban experience through multiple forms of co-operation (Bidet, Boutet, Chave, Gayet-Viaud and Le Méner, 2015). Affects and emotions also act on the attitude of civic indifference, which must therefore be re-examined as well.

These repeating forms of copresence – which can also manifest themselves with more or less consistency in the routines and habits of resident socialities in the form of gifts, exchanges of goods and services or ‘visits to the poor’ in the public space (Pichon, 2012) – do not exclude explicit conflicts and rejections. Depending on ordinary moments, situations and events, weak ties and ‘tendencies to co-exist’ can thus come together (Breviglieri, Conein, 2003). These instances of perturbation, resistance and co-operation at the spatial level of the

dwelling, the neighbourhood or even the city are precisely the situations that this special issue seeks to document.

In order to bring out the degrees of co-existence, ranging from Michel Agier's 'familiar city' (2015) to the forms of socialities and urban lifestyles that are revealed and invented in encounters between strangers, three lines of investigation could be particularly fruitful:

- Co-existing within the residential space 'my place', 'our place').

How are forms of co-existence invented between those who are not close relations, in the residential spaces of the squat, the night shelter, the hostel? What principles, values and adjustments of privacy are called into play? What forms does third-party hosting take in the case of welcoming the stranger – immigrants or homeless persons, for example – with what kind of hospitality and within what time frame?

- Co-existing within a neighbourhood or an apartment block. What are the interactions taking place between residents, neighbours or passers-by, with a view to what kind of order and according to what standards of co-existence? How are the social relations structuring daily life in the city expressed and embodied in ordinary relationships?

Beyond the issues involved in representing otherness, what are the ways an entourage is constituted? What kinds of 'reaching out', struggle, resistance and mobilisation, both individual and collective, are developed in these neighbourly communities? What is the role of past or present attachments in plans for living 'here' or 'elsewhere'?

- Co-existing within public spaces. At a time when 'anti-homeless' measures are abounding in cities throughout the world, how are repeating copresences within a single space – the street or the square, for example – negotiated? How do occupation conflicts manifest themselves and, on the contrary, in what circumstances can we observe collective demands for co-existing? How are the spaces involved reclassified? Who are the authorities and actors involved in defining occupation strategies and the recourse to law? How are the timespans of co-existence negotiated, and with what constraints or restrictions?

Authors are encouraged to develop aspects of their research approaches and positions, as well as the methods and tools used, in order to bring out the features of the enquiry itself and the particular fields investigated. All research approaches in the social sciences, whether ethnographic, documentary, statistical or collaborative can be employed. Indeed, these methodological dimensions can even constitute the core of the proposal. How are we to observe, describe, investigate and report on a subject as elusive as co-existence? What are the appropriate methods and tools? How do we report on them, and to whom? How do we integrate the researcher's act of reception into the study? And how do we develop collaborations with the respondents, through what kinds of interfaces?

These questions are to be taken as suggestions and as such, do not exhaust the possibilities for conducting and presenting the enquiry.

## References

- AGIER Michel, 2015, *Anthropologie de la ville*, Paris, Presses universitaires de France.
- BREVIGLIERI Marc, CONEIN Bernard (eds), 2003, *Tenir ensemble et vivre avec. Explorations sociologiques de l'inclination à cohabiter: Les formes du vivre ensemble incluant la figure du tiers*, report, Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA, Pôle Sociétés Urbaines, Habitat et Territoires, Paris.
- BIDET Alexandra, BOUTET Manuel, CHAVE Frédérique, GAYET-VIAUD Carole and LE MENER Erwan, 'Publicité, sollicitation, intervention', *SociologieS*, Pragmatisme et sciences sociales: explorations, enquêtes, expérimentations, <http://journals.openedition.org/sociologies/4941>, uploaded 23 February 2015, accessed 15 February 2019.
- JOSEPH Isaac, 1998, *La ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, Éditions de L'Aube.

LOISON LERUSTE Marie, 2014, *Habiter à côté des SDF. Représentations et attitudes face à la pauvreté*, Paris, L'Harmattan.

PICHON Pascale, [2007] 2010, *Vivre dans la rue, Sociologie des sans domicile fixe*, Saint-Étienne, Presses universitaires de Saint-Étienne.

SENNET Richard, 2018, *Building and Dwelling: Ethics for the city*, New York, Farrar, Straus and Giroux.

SIMMEL Georg, 'The Stranger' [1908] 1971, in Georg Simmel: *On Individuality and Social Forms*, ed. and trans. Donald Levine, Chicago: University of Chicago Press, pp. 143–150.

STAVO-DEBAUGE Joan, 2003, 'L'indifférence du passant qui se meut. Les ancrages du résident qui s'émeut', in Daniel Cefaï and Dominique Pasquier (eds), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 347-371.

#### ISSUE CO-ORDINATORS

Florence Bouillon, Marine Maurin and Pascale Pichon

#### DEADLINE FOR ARTICLE SUBMISSIONS

**1st November 2020**

#### CONTACTS

*florence.bouillon@gmail.com*

*maurin.marine@ireis.org*

*pascale.pichon@univ-st-etienne.fr*

*Articles should be submitted in digital format only to all three email addresses.*

**Authors with questions about the relevance of their proposals can contact the co-ordinators directly.**

#### PLEASE NOTE:

- The journal considers only completed articles, not proposals.
- Articles must not exceed 42,000 characters (with spaces), including texts, notes, bibliographical references and appendices, but not abstracts.
- Author guidelines and editorial standards for submissions are available on the journal website (in French):

[https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas\\_normes-editoriales-a-consignes-auteurs\\_07.11.18\\_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

It should be kept in mind that authors can submit articles independently of the thematic issues at any time, as long as these submissions deal with the relationship between spaces, territories and populations in the broad sense and respect the journal's publication norms. If accepted, the articles are quickly published in the 'Varia' section.



## Revista *Espaces et sociétés*

Convocatoria de artículos para el monográfico

### **"Cohabitar en la ciudad: disturbios, resistencia, cooperación"**

*Coordinado por Florence Bouillon, Marine Maurin y Pascale Pichon*

Este monográfico de *Espaces et sociétés* invita a explorar situaciones de cohabitación en la ciudad, la mayoría de las veces involuntarias, entre los habitantes de la ciudad, cualquiera que sea su estatus -propietarios e inquilinos, habitantes de residencias sociales o albergues. Entendemos la noción de cohabitación en sentido propio, como "el hecho de habitar conjuntamente", y en un sentido extenso, como una organización social de la esfera privada e íntima en lugares y según contigüidades extremadamente diversos. Esta organización puede ser elegida o no. No garantiza siempre la continuidad de un *entre-soi* familiar, como sugieren las nociones de "hogar" o "en casa": está sujeta a las contingencias económicas, las desigualdades sociales y los impedimentos para acceder a una vivienda propia, especialmente en las grandes metrópolis. Consideramos, pues, las formas de alteridad que se concretan en las figuras del pobre y del extranjero como Simmel (1908) nos invita a pensarlas para examinar el continuum de las relaciones de cohabitación que van desde la copresencia entendida como "actividad concertada" (Joseph, 1998), efímera pero sin embargo renovada, hasta las relaciones de vecindad, en todos sus matices y complejidades.

Estos elementos iniciales de definición no deben constituir un límite a las propuestas esperadas, sino que merecen ser superados, explorados por la investigación en situaciones diversas de coexistencia y copresencia, en diferentes lugares y según diferentes temporalidades. Estos dos términos nos parecen inseparables para pensar las relaciones entre hábitat y espacios públicos urbanos y las formas de sociabilidad de cohabitación que establecen. En este número, la cohabitación podrá ser abordada tanto por el lado de las personas sedentarias como por el de las personas en situación de precariedad o movilidad residencial. Articulando estudios urbanos, sociología de las migraciones y pobreza, la originalidad del proyecto consiste en proponer que se tracen perspectivas de situaciones complejas que la mayoría de las veces son consideradas por separado. Este número se interesa por las diferentes modalidades de la cohabitación -temporal, espacial, relacional, política y moral- así como por sus posibilidades e impedimentos, y nos invita a cuestionar la "ética de la ciudad" contemporánea (Sennett, 2019). Para ello, conviene no descuidar las modalidades de acogida y aceptación moral, así como las tensiones y conflictos que se producen entre los habitantes, según su lugar y su estatus, real o imaginario (Stavo-Debaugé, 2003; Loison Leruste, 2014). De hecho, las formas de cohabitación ponen a prueba en primer lugar el vínculo civil y cuestionan la ciudadanía de los habitantes de la ciudad, que queda involucrada en el curso de las interacciones y en la experiencia urbana a través de las diversas formas de cooperación (Bidet, Boutet, Chave, Gayet-Viaud y Le Méner, 2015). Los afectos y las emociones también producen efectos sobre la actitud de indiferencia civil, que también queda sujeta a interrogación.

Estas reiteradas formas de copresencia, que también pueden manifestarse de manera más o menos consistente en las rutinas y hábitos de las sociabilidades de los habitantes bajo la forma de donativos, intercambios de bienes y servicios, de "visitas a los pobres" en el espacio público (Pichon, 2010), no excluyen conflictos y rechazos significativos. Así, según los tiempos, las situaciones y los acontecimientos ordinarios, se conjugan vínculos débiles y "inclinaciones a cohabitar" (Breviglieri, Conein, 2003). Son precisamente estas situaciones de

inquietudes, resistencias y cooperaciones, que se concretan en la escala espacial de la vivienda, del barrio o incluso de la ciudad, las que este número especial trata de documentar.

En particular, hay tres grupos de problemas que podrían explorarse en las contribuciones para dar cuenta de los grados de compromiso de los co-habitantes, y que van desde la "ciudad familiar" (Agier, 2015) hasta las formas de sociabilidades y urbanidad que se despliegan e se inventan cuando desconocidos se codean:

- Cohabitar en el seno del espacio domiciliario, del "hogar propio", de "nuestra casa". ¿Cómo se inventan formas de cohabitación entre no familiares, en los espacios domiciliarios de las ocupaciones, de los albergues? ¿Según qué principios, valores, ajustes o arreglos de la intimidad? ¿Cómo se traduce el alojamiento en el hogar de un tercero cuando se recibe a un extraño - un inmigrante o un sin techo por ejemplo -, según qué hospitalidad y en qué temporalidad?

- Cohabitar en el seno de un barrio, o incluso dentro de un edificio. ¿Qué variantes se dan en las interacciones entre habitantes, vecinos, personas de paso, que ordenan la guía y qué normas de convivencia? ¿Cómo se expresan y se concretan en las relaciones ordinarias las relaciones sociales que estructuran la urbanidad cotidiana? Más allá de las cuestiones de representación de la alteridad, ¿de qué maneras y según qué iniciativas se constituye un entorno? ¿Qué tipos de "avanzar hacia", lucha, resistencia, movilizaciones individual y colectiva se desarrollan en comunidad de vecindad? ¿Cómo los apegos pasados o recientes forman parte del proyecto de vivir aquí o allá?

- Cohabitar en el seno de espacios públicos. En un momento en que los sistemas "anti-sin hogar" están floreciendo en las ciudades de todo el mundo, ¿cómo se negocian las copresencias iterativas dentro de un mismo espacio, en la calle o en la plaza, por ejemplo? ¿Cómo se manifiestan los conflictos de ocupación y, por el contrario, en qué circunstancias observamos reivindicaciones colectivas para cohabitar? ¿Cómo se recalifican los lugares? ¿Con qué instancias y actores se definen las estrategias de ocupación y de recurso a la ley? Por último, ¿cómo se negocian los tiempos de las cohabitaciones y según qué limitaciones o restricciones?

Se espera que los autores y autoras desarrollen aspectos relacionados con el proceso y posición investigadores, y los métodos e instrumentos utilizados, a fin de dar cuenta de las características y los campos de la investigación. Pueden utilizarse todas las técnicas de la investigación en ciencias sociales: etnográfica, documental, estadística o, incluso, colaborativa. Estos aspectos metodológicos pueden también llegar a constituir el núcleo de la propuesta. ¿Cómo observar, describir, informar, investigar este objeto tan difícilmente aprehensible que son las cohabitaciones? ¿Con qué métodos y herramientas? ¿Cómo dar cuenta de ellas y a quién? ¿Cómo integrar el acto de recepción en la investigación? Por último, ¿cómo se realizan las colaboraciones con los encuestados y según qué mediaciones?

Todas estas preguntas son indicativas y no agotan las posibilidades de orientar la investigación y sus resultados.

## Referencias

- AGIER Michel, 2015, *Anthropologie de la ville*, Paris, Presses universitaires de France.
- BREVIGLIERI Marc, CONEIN Bernard (dir.), 2003, *Tenir ensemble et vivre avec. Explorations sociologiques de l'inclination à cohabiter : Les formes du vivre ensemble incluant la figure du tiers*, rapport Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), Pôle Sociétés Urbaines, Habitat et Territoires, Paris.
- BIDET Alexandra, BOUTET Manuel, CHAVE Frédérique, GAYET-VIAUD Carole y LE MENER Erwan, « Publicité, sollicitation, intervention », *SociologieS* [Online], Pragmatisme et sciences

sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, mis en ligne le 23 février 2015, consulté le 15 février 2019.

[<http://journals.openedition.org/sociologies/4941>].

JOSEPH Isaac, 1998, *La ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, L'Aube.

LOISON LERUSTE Marie, 2014, *Habiter à côté des SDF. Représentations et attitudes face à la pauvreté*, Paris, L'Harmattan.

PICHON Pascale, [2007] 2010, *Vivre dans la rue, Sociologie des sans domicile fixe*, Saint-Etienne, PUSE.

SENNET Richard, 2019, *Bâtir et habiter. Pour une éthique de la ville*, Paris, Albin Michel.

SIMMEL Georg, *Digressions sur l'étranger* [1908] 1984, in : *L'école de Chicago*, présenté par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, Paris, Aubier.

STAVO-DEBAUGE Joan, 2003, « L'indifférence du passant qui se meut. Les ancrages du résident qui s'émeut », in : Daniel Cefaï et Dominique Pasquier (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, p. 347-371.

#### COORDINACION DEL MONOGRAFICO

Florence Bouillon, Marine Maurin et Pascale Pichon

#### CALENDARIO

Envío de artículos como muy tarde el **1 de noviembre de 2020**

#### DIRECCION PARA LA CORRESPONDENCIA

*exclusivamente en versión electrónica por correo electrónico a las tres direcciones siguientes:*

[florence.bouillon@gmail.com](mailto:florence.bouillon@gmail.com)

[maurin.marine@ireis.org](mailto:maurin.marine@ireis.org)

[pascale.pichon@univ-st-etienne.fr](mailto:pascale.pichon@univ-st-etienne.fr)

***Quienes se pregunten sobre la pertinencia de su propuesta pueden ponerse en contacto con las coordinadoras***

*Atención:*

***La revista no pide propuestas de artículos, sino directamente artículos completos.***

Los artículos no exceden los 42.000 caracteres (incluidos los espacios) contando texto, notas, referencias bibliográficas y apéndices, pero no los resúmenes.

Las normas de presentación y los consejos a los autores están disponibles en el sitio web de la revista:

[https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas\\_normes-editoriales-a-consignes-auteurs\\_07.11.18\\_diffusion.pdf](https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf)

La revista recuerda que cualquier autor puede enviarle en cualquier momento un artículo fuera de los temas monográficos, si trata la relación entre espacios, territorios y poblaciones en un sentido amplio y si cumple las normas de publicación. En caso de ser aceptados, estos artículos se publican rápidamente.